

heureux de les voir armés d'engins nucléaires, pourquoi, sans ces engins, voleraient-ils le moins du monde?

Exprimant ici un point de vue personnel, je prierais le premier ministre d'expliquer comment il juge l'accord de NORAD conforme à une déclaration faite par lui à Edmonton, et rapportée par la *Presse canadienne* dans les termes suivants:

Le premier ministre Diefenbaker affirme que les chefs du monde libre doivent posséder un programme positif et vital dans la lutte pour l'esprit des hommes, au lieu de s'en tenir à un programme exclusivement négatif et défensif destiné à répondre à la propagande soviétique.

Le premier ministre, je l'espère, nous expliquera dans quelle mesure l'existence de l'accord du NORAD peut contribuer à la réalisation d'un idéal que nous partageons tous assurément et qui, dans l'état actuel du monde, revêt une importance aussi urgente que vitale. A moins qu'on ne réponde d'une façon satisfaisante à nos questions, nous persistons à croire qu'il n'est pas du tout impossible que le NORAD puisse mettre en danger la paix et constituer un péril pour l'Europe occidentale. Nous estimons en outre que nous ne pouvons faire nulle confiance aux réponses confuses et contradictoires des deux ministres que la chose intéresse au premier chef. Nous espérons que le premier ministre lui-même éclaircira ces malentendus. Notre parti a toujours été en faveur de la sécurité collective.

M. Nesbitt: Que pensez-vous du réarmement de l'Allemagne?

M. Regier: Nous avons toujours hésité à prendre des initiatives risquant de menacer la paix du monde ou la sécurité de notre pays. En réponse à l'honorable représentant d'Oxford, je puis dire qu'à la dernière législature la représentation cébécoise comportait, en proportion, plus d'anciens combattants que toute autre à la Chambre. Nous posons ces questions en toute sincérité, et nous comptons que le premier ministre y répondra.

M. l'Orateur: Si le premier ministre prend la parole maintenant, il mettra fin au débat.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'avais espéré que j'aurais assez de temps avant la levée de la séance aujourd'hui pour revenir sur les nombreux arguments qu'on a exposés, mais cela semble impossible, étant donné qu'il ne reste qu'une dizaine de minutes et qu'il me faudra partir très prochainement à la rencontre du premier ministre du Royaume-Uni, qui commence ce soir sa visite parmi nous.

Cependant, dans les quelques instants qui restent, j'aborderai un ou deux des points

qu'on a soulevés. J'ai écouté l'honorable député qui vient de reprendre son siège; je suis de ceux qui, au cours des années, ont acquis du respect pour ceux qui siègent en face de nous; lorsqu'ils parlent avec sincérité, que je sois ou non d'accord avec eux, je sais qu'ils défendent les principes parlementaires. Le préopinant a parlé avec véhémence et j'ajouterai avec sincérité, car je le connais depuis des années, et je veux lui rendre ce témoignage.

Je dirai que mes amis de la CCF, y compris le député de Kootenay-Ouest (M. Herridge), ont commencé leurs observations en disant que, le NORAD n'étant pas relié à l'OTAN et pouvant causer un affaiblissement de l'OTAN, on devrait voir à le rattacher directement et entièrement à l'OTAN. Tous les membres de ce groupe qui se sont exprimés sur cette question viennent de la Colombie-Britannique, et ils ont tous fondé leurs arguments sur ce fait. Ils ont donc présenté l'amendement suivant:

Que la motion soit modifiée par l'adjonction des mots suivants:

"Et que, de l'avis de cette Chambre, en considération des intérêts de la sécurité collective et des principes des Nations Unies, le gouvernement devrait étudier les mesures nécessaires pour incorporer ces accords dans la structure de l'OTAN."

Voilà ce qu'ils pensaient. Mais je dirai en passant que je trouve étrange de constater que, lors de son congrès du 2 juin de cette année, le parti cébécois de la Colombie-Britannique a enregistré son opposition à l'OTAN, insistant pour que le Canada s'en retire et trouve sa sécurité collective par l'entremise des Nations Unies. La *Province* de Vancouver du lundi 2 juin 1958 publie un article en ce sens. Le parti cébécois veut apparemment jouer sur les deux tableaux à la fois: il a adopté une ligne de conduite pour son parti en Colombie-Britannique, d'où viennent la majorité de ses représentants, et une autre pour la Chambre des communes, où ses députés s'adressent à toute la population du pays.

Un ancien membre éminent de ce parti à la Chambre, M. Colin Cameron, qui représentait la circonscription de Nanaïmo, a pris la parole à ce congrès. Voici ce que je lis dans l'article de journal:

Tout le monde sait à Ottawa que, du point de vue militaire, l'OTAN est un gâchis. La preuve en est le refus constant des États-Unis d'en faire relever le commandement américain de l'aviation stratégique.

M. Cameron dit ensuite:

L'OTAN s'est révélée la principale pierre d'achoppement dans le règlement de la situation européenne.

Monsieur l'Orateur, voilà le genre d'illogisme, d'ambiguïté et de confusion qui suscitent les doutes dont a parlé mon honorable ami le chef de l'opposition (M. Pearson). Où